LETTRE D'INFORMATIONS ECONOMIQUES STRATEGIQUES INTERNATIONALES

Numéro 184 15 juin 2009 Extraits

Groupe Bilderberg : pandémie de grippe, crise économique et Nouvel Ordre Mondial

«Quelque chose doit remplacer les gouvernements et le pouvoir privé me semble l'entité adéquate pour le faire »¹
David Rockefeller, fondateur du Groupe Bilderberg

Dans son précédent numéro, LIESI évoquait la rencontre du Groupe Bilderberg à Athènes et s'interrogeait sur les intentions du cartel bancaire à propos de « la grippe porcine ». Finalement, des éléments de réponse furent donnés par le journaliste d'investigation Jim Tucker. Selon ses sources, le comité exécutif du Groupe Bilderberg a annoncé aux « invités » que le monde devait s'attendre à la création d'un « ministère mondial de la santé » et d'un « ministère mondial des finances ». C'est Cari Bildt, ancien Premier ministre suédois et membre régulier du Groupe Bilderberg qui « a prononcé un discours prônant la transformation de l'Organisation Mondiale de la Santé en un ministère mondial de la santé, et la conversion du Fonds Monétaire International en un ministère mondial des finances, les deux ministères seront placés sous les auspices des Nations Unies ». Voilà donc les deux premiers ministères émergents du Gouvernement Mondial embryonnaire, annoncé par le président Sarkozy... pour 2009.

Dans le même temps, en Russie, la rédaction de Gazeta.ru écrit: « La grippe qualifiée de "porcine" pour le grand public n'est pas plus dangereuse pour la santé de l'homme que les autres types de ce virus. La panique causée par cette maladie constitue au contraire un habile moyen de distraire les gens de la crise, une bonne source de profit pour les compagnies pharmaceutiques et les services vétérinaires, ainsi qu'un excellent prétexte pour permettre aux autorités d'introduire des mesures protectionnistes. [...] Dans un monde globalisé, la panique est depuis longtemps devenue un puissant levier politique et financier. [...] Les Etats et les médias exploitent à la perfection un trait de la psychologie humaine qui consiste à refouler les problèmes locaux au profit de problèmes globaux »².

Au moment où, selon les médias, le Japon devient la nouvelle inquiétude de l'Organisation Mondiale de la Santé, la directrice générale de cette dernière, la Chinoise Margaret

Chan, réunissait à Genève une trentaine de fabricants de vaccins, dont Novartis³ Sanofi, Solvay et GSK. Objectif assigné à ces entités contrôlées par les familles du cartel bancaire : **produire 4,9 milliards de doses de vaccin contre la grippe A en un an, soit 94,3 millions de doses par semaine.**

Or, dans l'interview qu'il accorda avant de décéder, Aaron Russo rappelait cette confiance que lui fit N. Rockefeller :

« - Le journaliste : *On l'a bien compris, ils ont cherché à vous recruter en vous donnant quelques détails sur leur plan. Pour eux, la guerre contre le terrorisme est le moyen d'imposer tacitement une dictature. Après, ils passeront à l'étape suivante : le marquage de l'humanité au moyen d'une « puce ». À ce sujet, vous dites qu'ils vous ont fait cette proposition si l'on vous recrute, la puce que l'on vous imposera vous identifiera comme l'un des nôtres, ce qui vous évitera bien des tracasseries. Vous seriez intouchable. Est-ce cela ?*

- Oui, c'est effectivement arrivé. Vous avez parfaitement compris le message qu'ils m'ont fait passer si j'acceptais d'être recruté. [...] »

Il est aujourd'hui incontestable que nous sommes passé à l'« étape suivante » : le projet de marquage de l'humanité au moyen d'une puce et réalisé dans les conditions d'une crise économique, financière, sociale et sanitaire⁴ Comment ? Par l'injection, selon un PROTOCOLE spécial d'un vaccin contenant la fameuse « puce ».

³ Novartis, qui a reçu la souche du virus, est prête à démarrer la production mais la société bâloise attend le feu vert de l'OMS qui ne sera donné que lorsque le degré d'alerte passera en phase 6... le temps laissé aux gouvernements pour préparer des mesures liberticides. (Cf. note 2.)

⁴ Le journaliste Jim Tucker vient de confier à Charlie Skelton, du journal britannique The Guardian, que selon des informations obtenues à l'issue de la réunion du Groupe Bilderberg de 2008, « des plans sont en cours pour substituer à la carte d'identité une puce sous cutanée, laquelle sera présentée comme étant d'une plus grande efficacité et garantissant un suivi total de la population ». « Charlie Skelton a quitté la Grèce, pétrifié jusqu'à l'os en raison de la manière dont il a été harcelé, détenu, par les autorités grecques pendant plusieurs jours, et ce pour avoir pris de simples photos de l'Hôtel où se trouvaient les membres du Groupe Bilderberg ». « Mon expérience durant ces derniers jours en Grèce m'a dégoûté. [...] Nous devons nous battre, maintenant, tout de suite, de tout notre cœur, pour stopper le projet de carte d'identité ». (Source : TruthNews)

¹ Source : Newsweek International du 1^{er} février 1999

² Voir notre dossier sur la « grippe porcine ».

Injection pouvant être organisée mondialement par le « MINISTÈRE mondial de la santé » du Gouvernement Mondial embryonnaire, sous contrôle du cartel bancaire... Il est bien normal que les personnes souhaitant réaliser des projets aussi macabres ne soient pas désireuses de faire la une des grands journaux !

Jim Tucker et Daniel Estulin évoquent un autre projet des leaders du mondialisme : introduire un « **ministère mondial du travail** ».

Ce n'est pas tout ! Le 5 mai 2009, le **Comité d'action pour un Parlement Mondial (COPAM)**⁶ basé à Paris, s'est joint à la **Campagne pour l'Établissement d'une Assemblée Parlementaire des Nations Unies (CEUNPA)**. Les responsables du COPAM et du CEUNPA estiment que le moment est enfin venu de collaborer étroitement, de coordonner les actions pour établir un Parlement Mondial... une sorte de Gouvernance Mondiale. M. Olivier Giscard d'Estaing, président du COPAM, explique que « les futurs délégués d'une assemblée parlementaire mondiale pourraient initialement être nommés par les Parlements nationaux. Cependant, nous croyons que les délégués ne devraient pas nécessairement être eux-mêmes des députés élus. Le cumul du mandat mondial avec un autre mandat parlementaire au niveau national serait à l'inconvénient du premier ».

Il ne faut absolument pas négliger les actions concertées de ces mouvements dont personne n'a entendu parler. Qui sait, par exemple, que 72 heures avant le G20 organisé à Londres début avril 2009, des politiciens, universitaires, représentants de différentes organisations représentant 61 pays, se sont réunis et ont fait une déclaration commune appelant à la création d'une Assemblée parlementaire auprès des Nations unies ? Le document en question stipule : « La création d'une Assemblée parlementaire auprès des Nations Unies devrait être une partie importante du nouveau système de gouvernance financière et économique internationale ». D'aucuns ont confié qu'un « forum parlementaire mondial » pourrait d'abord influencer comme un organe consultatif avant « d'exercer un réel contrôle mondial sur les institutions du système ».

Les anciens politiciens, hommes liges du Pouvoir occulte, débarqués de leur positions officielles gouvernementales, sont toujours là pour agir au nom du cartel bancaire. Voici l'appel qu'ils ont lancé par l'intermédiaire de leur porte-parole Boutros Boutros Ghali, ancien Secrétaire général des Nations Unies :

« En ce moment critique, nous exhortons les Nations Unies et le gouvernement de ses États membres à soutenir la création d'une Assemblée parlementaire auprès des Nations Unies au cours des délibérations sur la réforme des institutions monétaires, financières et économiques internationales ». Ce groupe de personnes suggère encore : ce nouvel organe pourrait « contrôler les liens réciproques entre les politiques financières et économiques du système

international et leur impact dans d'autres domaines tels que le développement durable, l'approvisionnement alimentaire, l'éducation, la santé ou l'éradication de la pauvreté. [...] Des répercussions potentiellement graves sont à craindre sur la stabilité politique et la démocratie. La situation exige des réactions mondiales rapides et efficaces. Un cadre institutionnel approprié doit être mis en place pour réguler et réorienter le système financier »⁷.

Pour aboutir à cette super concentration du pouvoir, objectif poursuivi par le comité exécutif du Groupe Bilderberg depuis sa création, en 1954, **une seconde vague de crise est jugée nécessaire**.

Dans son précédent numéro, LIESI annonçait qu'une seconde vague de crise surviendrait après l'été. La préparation de cette seconde étape - lire l'effondrement du secteur bancaire mondial - par le cartel bancaire, est actuellement masquée par la remontée des indices boursiers, destinée à générer un sentiment d'euphorie. Selon la source bancaire qui nous a annoncé la « reprise printanière » - ce qui s'est produit avec une exactitude déconcertante -, le cercle d'initiés chapeautant l'exécutif du Groupe Bilderberg a besoin de cette euphorie pour préparer le prochain effondrement, lequel sera « très brutal ».

⁵ Lire l'ouvrage NAUFRAGE D'UN SYSTEME — 22 €. De nombreux événements annoncés en 2003 se sont déjà produits. La perspective de « pucer » l'humanité n'est pas quelque chose de nouveau : en effet, ces dernières années, les autorités canadiennes ont réalisé un « test » grandeur nature.

⁶ Le COPAM fut créé en 1995 pour soutenir la création d'un Parlement mondial. Il est constitué d'une vingtaine de personnalités, essentiellement des anciens chefs d'Etat ou de gouvernement.

⁷ Source : http://fr.unpacampaign.org/statements/financial_crisis/index.php

Lettre d'informations Economiques Stratégiques Internationales

BP 18 - 35430 Châteauneuf (F)

e-mail : liesi@hotmail.fr

Imprimé par nos soins - (24 numéros)

Abonnement annuel : 105 € (soutien : 122 euros).

6 mois : 58 € et 3 mois : 32 €.

Abonnement ECONOMIQUE : 20 € pour 3 mois avec un seul envoi groupé, le 30 de chaque mois.

Abonnement Internet : 95 € pour un an, 55 € pour 6 mois et 28 € pour 3 mois.

<http://www.liesi.eu>

Règlement à l'ordre de : **L.I.E.S.I.**